

Bujumbura, le 21/09/2010

REPUBLIQUE DU BURUNDI
FORCES NATIONALES DE LIBERATION



UBUGABO BURIHABWA

CABINET DU PRESIDENT

N/R: P02-230/FNL/2010.

Transmis Copie Pour Information à :

Son Excellence Pierre NKURUNZIZA, Président de la République du Burundi ;

Son Excellence Yoweli KAGUTA MUSEVENI, Président de la République de l'Ouganda et Président de l'Initiative Régionale de la Paix sur le Burundi ;

Son Excellence Jakaya Mrisho KIKWETE, Président de la République Unie de la Tanzanie, Président en exercice de l'Union Africaine et de la Communauté Est Africaine ;

Son Excellence Paul KAGAME, Président de la République Rwandaise ;

Son Excellence Mwayi Kibaki, Président de la République Kenyane ;

Son Excellence Joseph KABILA, Président de la République Démocratique du Congo ;

Son Excellence Jacob ZUMA, Président de la République Sud africaine ;

Avec les assurances de ma plus haute considération.

**A Son Excellence Ban KI-MOON,
Secrétaire Général des Nations Unies**

**à
New York.**

Objet : Appel à Votre intervention face à la situation très préoccupante liée au coup d'Etat orchestré par le pouvoir de BUJUMBURA à la tête du Parti FNL.

Excellence Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai l'insigne honneur de recourir auprès de votre haute autorité pour solliciter votre intervention afin d'obtenir le rétablissement du Parti FNL et de ses leaders dans leurs droits.

En effet, **Excellence Monsieur le Secrétaire Général**, nous avons été victimes d'une conspiration au sommet de la Hiérarchie du Parti FNL orchestrée par les marionnettes du pouvoir qui étaient soit déjà exclus, soit démissionnaires du parti FNL. Depuis belle lurette, j'ai dénoncé cette conspiration aux autorités compétentes de ce pays en l'occurrence Monsieur le Ministre de l'Intérieur Edouard NDUWIMANA dans l'espoir qu'il en tiendrait compte, mais il s'est vite montré complice en autorisant, puis en avalisant les conclusions d'un pseudo-congrès de membres du Parti au pouvoir pour parfaire ce putsch.

Excellence Monsieur le Secrétaire Général, j'ai adressé au Ministre de l'Intérieur Edouard NDUWIMANA au moins trois correspondances :

- la *première référencée P02-223/FNL/2010 du 20 juillet 2010 pour dénoncer l'organisation illégale d'un pseudo-congrès au nom du Parti FNL* par Emmanuel MIBURO et Jacques BIGIRIMANA comme cela avait été le cas pour Jacques KENESE et Methuselah NIKOBAMYE connu sous le pseudonyme de Pasteur HABIMANA ;
- la *seconde portant le numéro P02-225/FNL/2010 réagissant à sa correspondance n° 530/757/CAB/2010 du 27 juillet 2010 pour lui montrer les nombreuses dispositions aussi bien légales que statutaires qui seraient violées au cas où il venait à autoriser la tenue de ce pseudo-congrès* avec une liste de la quasi-totalité des membres du Bureau politique qui ont la prérogative de convoquer un congrès dans les proportions des deux tiers (2/3) qui s'insurgeaient contre ce complot ;
- et enfin la troisième *correspondance n° P02-227/FNL/2010 du 09 août 2010 rappelant les dispositions tant constitutionnelles, légales que statutaires violées* (articles 76 et 80 de la Constitution, articles 4, 11, 23, 71 de la loi n° 006 du 26 juin 2003 portant organisation et fonctionnement des Partis politiques ainsi que les articles 56 et 60 des Statuts et l'article 44 du Règlement d'ordre intérieur du Parti FNL) *en vue de l'annulation de la décision de validation des conclusions du simulacre de congrès du 01^{er} août 2010.*

Plutôt que de nous rétablir dans nos droits, **Excellence Monsieur le Secrétaire Général**, le Ministre de l'Intérieur s'empressa à envoyer les jeunes démobilisés du parti au pouvoir appuyés par la police pour prendre d'assaut la Permanence nationale du Parti FNL. Nous avons alors décidé *d'écrire à Son Excellence Monsieur le Premier Vice Président de la République*, l'autorité hiérarchique directe du Ministre de l'Intérieur Edouard NDUWIMANA, *pour solliciter son intervention en vue d'obtenir l'annulation de la décision du Ministre de*

L'Intérieur de valider les conclusions du pseudo-congrès du 01^{er} août 2010 ainsi que le rétablissement du Parti FNL et de ses Leaders dans leurs droits, mais il n'y eut pas de réaction. Peut être était-il lui-même démissionnaire.

En revanche, je me résolus d'écrire à Son Excellence Monsieur le Président de la République pour lui demander ***d'user de toute son autorité pour rappeler à l'ordre le Ministre Edouard NDUWIMANA et d'annuler sa décision anticonstitutionnelle, illégale et violant les statuts du parti FNL ainsi que d'arrêter immédiatement les persécutions de nos membres par la Police et le Service National des Renseignements, de restituer les Permanences du Parti FNL violentées ou fermées et de fonctionner librement comme tous les autres partis politiques.*** Jusqu'à présent, aucune réaction de la part de ce dernier.

Excellence Monsieur le Secrétaire Général, ce mutisme est plus que révélateur de la complicité des plus hautes autorités de ce pays dans ce complot dont le Parti FNL, qui venait d'intégrer le Processus de paix, est victime sous le regard impuissant de la Communauté internationale. ***Comme toutes les voies de recours interne semblent être épuisées, nous recourons à votre autorité pour solliciter votre intervention en vue du rétablissement du Parti FNL et de ses Leaders dans leurs droits. Qui plus est, nous portons à la connaissance de votre excellence que la présente est la toute dernière correspondance écrite à ce sujet.***

Puis-je Vous rappeler, **Excellence Monsieur le Secrétaire Général**, les multiples vies humaines perdues et les lourdes pertes enregistrées dans la guerre qui vient de secouer notre pays pendant plusieurs décennies, les multiples longues nuits blanches passées pour le rétablissement de la paix au Burundi, les énormes ressources humaines et financières y consacrées dans une conjoncture économique internationale particulièrement difficile. Il serait très dangereux de la laisser torpiller par des gens qui ne veulent que se maintenir au pouvoir par la tyrannie, la paupérisation de la masse populaire, la persécution et l'exclusion basée sur l'appartenance politique, la mauvaise gouvernance, la corruption, etc. ***Point n'est besoin de vous rappeler que le mandat de l'ONU au Burundi est on ne peut plus claire : LA CONSOLIDATION DE LA PAIX A TRAVERS LE BINUB. Sacrifier le parti FNL signataire des accords de paix sur l'autel des intérêts mesquins, n'augure rien de bon pour le Burundi. Votre intervention sera plus que salvatrice pour un peuple longtemps meurtri par l'exclusion de ses fils et filles.***

Je Vous en souhaite bonne réception et Vous prie d'agréer, Excellence Monsieur le Secrétaire Général, l'expression de ma plus haute considération.

Agathon RWASA



Président et Représentant Légal du parti FNL.